
Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 15 DÉCEMBRE 1926.

Budget

des Recettes et des Dépenses ordinaires et extraordinaires
du Congo Belge et du Vice-Gouvernement Général du
Ruanda-Urundi pour l'exercice 1926 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION SPÉCIALE (2), PAR M. MATHIEU.

MESSIEURS,

Avant toute autre observation, la Commission tient à exprimer sa satisfaction de ce que le Département des Colonies ait été restitué à un Ministre titulaire effectif, et à marquer le caractère anormal et défectueux du régime dont on avait cru devoir faire l'épreuve dans ces derniers mois.

Sans doute, existait-il toujours, théoriquement, un Ministre des Colonies, et la création de la fonction d'Administrateur Général des Colonies aurait-elle pu être considérée comme une innovation heureuse, si son but avait été d'assurer la stabilisation des idées directrices de notre politique coloniale.

Mais la garantie d'une bonne gestion se trouve dans la responsabilité effective de ceux qui en ont la charge.

Or, il n'est pas douteux que les qualités éminentes de l'honorable Ministre des Colonies d'hier étaient absorbées par la lourde mission qu'il avait assumée, de diriger, en même temps, les finances métropolitaines.

Lui-même en convenait, le 29 mai dernier, dans le discours qu'il prononçait au Conseil Colonial à l'occasion de son installation comme Président de cette assemblée, et au cours duquel il s'exprimait comme suit :

« Je ne vous étonnerai pas beaucoup, Messieurs, en vous disant que j'aurai à

(1) Budgets, n°s 240 et 240^{bis} (session de 1923-1926).

Amendements, n°s 421 et 422 (session de 1923-1926).

Id. n°s 27 et 28

(2) La Commission spéciale, présidée par M. Tibbaut, était composée :

a. de la Commission des Colonies : MM. Branquart, Briart, Carton, Carton de Wiart, de Béthune, Fischer, Hubin, Kreglinger, Mathieu, Max, Pierard, Renkin, Sap, Van de Vyvere, Van Hoeylandt;

b. de six membres nommés par les Sections : MM. Pierco, David, De Winde, Pepin, Troolet, Van Dievoet.

» me consacrer principalement au grave problème que soulève l'état des finances
» publiques, et à ce travail de redressement que nous aurons à poursuivre dans
» un esprit de prudence, mais aussi de fermeté résolue. Vous voudrez, dès lors,
» m'excuser si, par la force des choses, j'en suis réduit, au moins dans le début
» de cette administration, à ne consacrer aux affaires coloniales qu'une part
» réduite de mon activité. Mais, dans toute la mesure possible, je vous appor-
» terai mon dévouement, quitte à m'éclairer de plus près par vos délibérations et
» à vous apporter peut-être, plus tard, un concours que je souhaite plus actif ».

Et l'on constatait, en effet, que dès la séance suivante, le Conseil Colonial poursuivait ses travaux sans le concours du Ministre des Colonies, alors cependant que ses débats portaient sur une des questions les plus importantes sur lesquelles il pouvait être appelé à se prononcer, à savoir l'institution du travail forcé pour des travaux d'utilité publique.

L'Administrateur-Général des Colonies n'avait pas le pouvoir de remplacer le Ministre à la présidence du Conseil Colonial, et il était, d'autre part, sans responsabilité devant le Parlement.

La mission de contrôle de ce dernier se trouvait ainsi contrariée, et, d'autre part, l'on pouvait regretter que la Colonie ne fût représentée, de façon plus effective, au Conseil des Ministres.

Le principe essentiel de la responsabilité ministérielle subissait une atteinte, d'autant plus grave que les intérêts en cause étaient plus importants.

Votre Commission a pour devoir de rappeler que le Ministre des Colonies a une origine légale, et que, au contraire de ce qui peut se produire pour les autres départements ministériels, son existence et ses attributions ne peuvent être modifiées par le pouvoir exécutif.

L'Administration des Colonies est une œuvre complexe. Elle réunit, en réduction, tous les domaines qui, dans le Gouvernement Métropolitain, sont répartis entre les divers départements. Son budget, dont le chiffre s'accroît chaque année, atteint en dépenses, pour l'exercice actuel plus de 320 millions.

La Législation Coloniale, qui est en plein développement, est distincte de la législation nationale.

Du Ministère des Colonies dépendent, non seulement les intérêts immédiats et matériels de la Mère Patrie, la mise en valeur d'un territoire immense par sa superficie et par ses promesses, mais encore et surtout la protection et l'essor de tout un peuple.

Cette conception ne trouvait pas son reflet dans la répartition antérieure des attributions ministérielles. Le rang subsidiaire conféré au Ministère des Colonies par son rattachement à un autre département, l'atténuation imposée par la force des circonstances à la responsabilité de son titulaire, étaient de nature à nuire aux intérêts bien compris de la Colonie et dénaturaient le haut sentiment dans lequel le pays doit comprendre ses devoirs vis-à-vis d'elle.

En formulant des observations, Votre Commission tient à déclarer expressément qu'elles ne mettent pas en cause la personnalité du Ministre précédent et de l'Administrateur Général des Colonies, aux mérites exceptionnels et à la haute valeur desquels, au contraire, elle se plaît à rendre hommage.

I. — BUDGET ORDINAIRE DU CONGO.

La situation financière de la Colonie apparaît sous un jour favorable.

En même temps que l'on doit bannir les appréhensions du début, quant à la charge assumée par la Métropole, on peut désormais envisager avec une ferme confiance, l'avenir de la terre africaine confiée à nos soins.

Le total des crédits prévus pour les dépenses ordinaires, y compris les amendements déposés par le Gouvernement, qui s'élève à 320,446,597 francs, est couvert à concurrence de 316,708,200 francs par les recettes ordinaires.

Les sources de revenus sont normales. Leur nombre et leur rendement vont en s'accroissant.

La minime importance du déficit, au regard des masses mises en balance, permet de considérer, comme le fait l'Exposé des Motifs, que le budget ordinaire de la Colonie est en équilibre. Et l'on peut se rallier d'autant plus aisément à cette manière de voir, que tout fait espérer que les déficits prévus aux budgets antérieurs ne seront pas atteints. La règle de prudence, observée par l'administration dans les supputations des dépenses, les progrès du rendement des impôts, d'autre part, donnent l'assurance que l'équilibre du budget est sincère et réel.

Il convient de saluer, au milieu de nos difficultés métropolitaines, ce moment important du développement de la Colonie, où elle parvient à satisfaire, par ses ressources ordinaires, à ses besoins normaux. Ce résultat est d'autant plus remarquable que le Gouvernement a tenu à marquer, par le dépôt d'amendements, l'augmentation de ses charges administratives résultant d'une nouvelle révision des barèmes de traitements du personnel colonial rendue indispensable par le coût de la vie en Afrique.

La vie ordinaire du pays est, désormais, assurée par ses propres ressources, sans qu'il soit besoin de les solliciter avec exagération ; les grands travaux qui constitueront l'armature de sa prospérité économique, sont en voie d'exécution : le programme financier qui en assurera l'accomplissement, est solidement étayé, et le budget ordinaire supporte sans défaillance la charge des intérêts et amortissements qu'il réclame.

Enfin, il faut considérer que le portefeuille des Colonies, représente une fortune dont l'importance est insuffisamment reflétée par l'inscription d'un revenu de près de quarante-quatre millions au budget des voies et moyens, non compris le revenu très important des actions de la Société des Mines d'Or de Kilo-Moto, détenues par la Colonie et dont le premier revenu ne sera encaissé qu'en 1927.

La disproportion entre sa valeur théoriquement négociable, calculée au cours actuel, et les dividendes produits, indique la marge des possibilités d'avenir reconnue par l'opinion publique à notre territoire colonial, et est en quelque sorte une image et une mesure du crédit dont il peut se prévaloir.

Si l'on tient compte de ce que la législation minière et la politique suivie en matière de concessions organisent l'alimentation du portefeuille, par des acquêts nouveaux, au fur et à mesure de la mise en valeur des exploitations consenties, on se fera une idée de l'importance de cette réserve.

La Colonie apparaît, du point de vue financier, saine, robuste et maîtresse de son avenir.

Pendant le cours de ces travaux, votre Commission avait pris connaissance des délibérations du Conseil Colonial, et de l'approbation donnée par cette Assemblée au projet de décret sur le recrutement des travailleurs d'utilité publique pour les travaux du chemin de fer Matadi-Léopoldville.

Il entraînait dans les intentions de votre Commission de prier la Chambre d'évoquer cette question, quand elle fut informée de ce que le Gouvernement avait décidé de ne pas donner suite au projet.

Votre Commission n'avait donc plus à se préoccuper, dans cet ordre d'idées, que des conditions dans lesquelles le recrutement des travailleurs indigènes volontaires était organisé, et du rôle qui était assigné ou permis aux autorités territoriales.

Elle a reçu les explications suivantes :

1. Les instructions données aux autorités territoriales quant au recrutement des travailleurs indigènes, sont que les autorités territoriales doivent, en principe, s'abstenir de recruter *directement* les travailleurs destinés aux entreprises privées, ainsi que de coopérer *directement* aux recrutements opérés par des recruteurs privés.

Ne constituent évidemment pas une coopération *directe* les conseils donnés par l'autorité aux indigènes, pour les amener à louer leurs services aux particuliers. Ces conseils doivent être répétés aux indigènes, en toute occasion favorable, dans la mesure où ces engagements sont compatibles avec les besoins économiques et sociaux des groupements.

Pour atteindre le but désiré, elles peuvent épuiser tous les moyens que la loi autorise : la persuasion persévérante, les encouragements, les faveurs et, si ces moyens n'aboutissent pas, les marques de déplaisir.

D'autre part, les instructions prescrivent qu'il ne peut être toléré que les chefs indigènes se servent de leur pouvoir coutumier pour contraindre certains de leurs sujets à s'engager contre leur gré chez un maître ou chez un recruteur dont ils ne veulent pas.

2. Les instructions antérieures recommandaient au personnel territorial d'aider les entreprises pour obtenir des travailleurs, sans préciser le caractère de cette aide. Celle-ci, selon les circonstances de temps et de lieu, avait parfois pris le caractère d'une intervention directe de l'autorité, cette dernière recrutant directement les travailleurs destinés à certaines entreprises ou coopérant directement avec le recruteur dans les recrutements. C'est pour faire cesser cette situation, qui donnait aux agents de l'autorité un rôle ne ressortissant pas normalement à leurs attributions et qui les distrait de leurs fonctions essentielles, que le Gouvernement a jugé utile de préciser, ainsi qu'il est dit ci-dessus, l'aide à donner par le personnel territorial en matière de recrutement.

Il a été, toutefois, recommandé itérativement de veiller avec le plus grand soin à ménager la transition.

L'intervention du personnel territorial dans le recrutement des travailleurs, qu'ils soient destinés à des travaux d'utilité publique ou à des entreprises privées, reste, en principe, la même, c'est-à-dire que la liberté de l'indigène doit être à la base de son engagement.

Seul un décret peut, dans le cas d'un travail d'intérêt public, pour l'exécution duquel la main-d'œuvre volontaire ne pourrait être obtenue, autoriser le Gouverneur Général à procéder à la levée, donc par voie d'autorité, des hommes nécessaires pour effectuer ce travail.

L'Exposé des Motifs des budgets soumis à votre examen comporte un chapitre relatif à l'Instruction Publique, qui a particulièrement retenu l'attention de votre Commission.

L'initiative importante qui y est exposée se traduit par une majoration, au chapitre V des Dépenses ordinaires, de 3,640,698 francs, portant à 8,597,798 francs le total des crédits demandés pour l'Instruction Publique.

En réalité, cette majoration est absorbée par la mise en vigueur du « Projet pour l'organisation de l'Enseignement libre au Congo Belge avec le concours des Sociétés des Missions Nationales ».

Ce projet a été publié en brochure par les soins du Département des Colonies. Sa lecture est d'un grand intérêt mais il est malheureusement trop abondant pour être reproduit ici. D'une manière fort complète, il développe son programme après les « Considérations Générales » d'usage, en quatre chapitres qui envisagent successivement :

1. Les Types d'Ecoles, l'Orientation et la Méthode.
2. Les **programmes** d'enseignement.
3. Les installations.
4. L'organisation, l'inspection et les subsides.

Avec le projet, fait corps un projet-type de convention à conclure avec les Missions. A remarquer que celui-ci prévoit, outre les dispositions relatives à l'enseignement, des allocations aux Missions à titre de rétribution pour le service du culte, dans les centres importants, par application de la Convention conclue le 26 mai 1906, entre le Saint-Siège et l'Etat Indépendant du Congo.

Il prévoit, en outre, l'attribution de subsides pour « Etudes linguistiques et de sociologie ».

Ces différentes allocations remplacent les subsides accordés jusqu'ici *in globo* et sans base objective.

Les Conventions à intervenir auraient une durée de vingt ans.

* *

Le premier soin de votre Commission a été de s'enquérir de ce que le Département entendait par « Missions Nationales ».

Il lui a été répondu que, au regard de l'organisation des écoles, cette expression désigne les Sociétés de Missions, sans distinction de cultes, qui ont leur siège en Belgique, qui sont dirigées par des Belges, et qui comptent un certain nombre de Belges parmi leurs missionnaires au Congo.

* *

Les Supérieurs des Missions ont été saisis de ce projet, tant en Belgique qu'au Congo, de même que les Supérieurs des Missions des Pères Blancs et de la Société Belge des Missions protestantes au Congo, qui exercent leur activité au Ruanda-Urundi. La plupart des Sociétés se sont ralliées en principe au régime proposé.

M. le Gouverneur général avait reçu pour instructions de mettre le nouveau régime en vigueur au fur et à mesure des possibilités. Mais un contre-ordre métropolitain l'a, par après, invité à surseoir à la signature de toute convention jusqu'au vote du budget.

* *

Votre Commission estime que l'organisation de l'enseignement libre au Congo est une chose souhaitable.

Il n'est pas contestable que, dans l'intérêt du développement actuel de la Colonie, les Missions sont des instruments considérables de civilisation.

L'on peut ne pas partager l'inspiration confessionnelle qui suscite leur zèle. Mais l'on ne peut, sans injustice, nier l'efficacité et la grandeur de l'œuvre de défrichement social qu'elles ont accomplie.

Il convient donc de garder leur collaboration à notre tâche civilisatrice, et le moment semble venu d'encourager leurs efforts en les coordonnant.

Il est bien entendu, cependant, que cette adhésion de principe ne peut être considérée comme un acheminement vers la monopolisation de l'enseignement par les Missions.

C'est un devoir, pour notre pays, de rechercher et de développer le concours que lui apporte l'enseignement libre dans la Colonie. Mais ce n'est qu'une partie de son devoir.

Il doit, de son côté, multiplier ses initiatives personnelles pour le développement de l'instruction publique, et poursuivre, en se gardant d'un esprit de concurrence qui, là-bas, serait présentement exécrable, le développement de l'enseignement officiel aux côtés de l'enseignement libre.

Il est regrettable que l'Exposé des Motifs n'exprime pas nettement ce sentiment, et que, en réservant à l'enseignement libre sa préoccupation exclusive, le Département ait laissé place à la méfiance dans certains esprits qui, par ailleurs, sont animés des meilleures intentions.

Dans cet ordre d'idées, votre Commission aurait appris avec satisfaction que le Département se préoccupait d'assurer l'existence et l'organisation des quelque soixante-dix écoles rurales, dirigées par des instituteurs de couleur, créées dans la Province Orientale à l'intervention de M. le Gouverneur de Meulemeester, ainsi que des écoles professionnelles créées, dans différents districts, à l'initiative des autorités ou organismes locaux.

De même, le Gouvernement qui possède la haute main sur les plus prospères de nos entreprises coloniales, pourrait s'appliquer à obtenir d'elles que leurs œuvres d'hygiène et de préservation sociale se complètent d'institutions destinées à la diffusion de l'instruction élémentaire.

* .

Le projet d'organisation de l'enseignement libre a fait l'objet de certaines critiques, dont deux doivent être retenues.

La première visait le terme de vingt ans prévu pour les conventions avec les missions.

Le Département le justifie en invoquant que les missions consentent des sacrifices qui ont le caractère de frais de premier établissement, et qu'il est équitable, dans ces conditions, qu'elles soient assurées de la continuité des subventions gouvernementales.

Nous ne discuterons pas l'importance et la consistance, dans la pratique, de ces frais de premier établissement. Nous admettons l'argument.

Mais s'il justifie la nécessité d'assurer les subventions pendant une certaine période, il n'explique pas ce laps de vingt années.

Il semble que ce délai soit exagéré.

Quelque parfait que soit le travail préparatoire établi par le Département, il

serait présomptueux de le considérer comme définitif. Il ne vaut, jusqu'à présent que théoriquement. L'épreuve à laquelle il va être soumis révélera des amendements, qu'il sera utile de réaliser sans trop attendre.

Le terme de vingt ans est inusité et est une imprévoyance, tant du point de vue des Missions que de la Colonie.

Une juste mesure serait d'assurer aux Missions la continuité des subsides pendant la période approximative d'un cycle des études proposées par le nouveau programme, et de fixer à un maximum de dix ans la durée des conventions à intervenir.

*
* *

La seconde critique s'adressait à l'organisation de l'inspection.

Pour l'évaluation du crédit porté à l'article 46, on avait supputé 18 inspecteurs missionnaires et 36 inspecteurs missionnaires adjoints.

En ce qui concerne l'inspection officielle, son cadre devait se borner, du moins au début, à 4 inspecteurs, placés sous l'autorité d'un inspecteur général assisté d'un adjoint.

L'on a fait remarquer que ces dispositions étaient prématurées, et qu'avant de fixer le cadre du personnel de l'inspection, il faudrait d'abord connaître exactement ce qu'il y aurait à inspecter.

Combien de conventions seront conclues? Combien d'écoles seront ouvertes? A quels types répondront-elles? Comment seront-elles réparties sur le territoire, au point de vue des langues, des races, des moyens de communication?

Autant de questions auxquelles il est prudent d'attendre la réponse, avant d'arrêter le système de l'inspection et le nombre de son personnel.

D'autre part, l'inspection de l'enseignement doit se compléter du contrôle des conditions requises pour l'obtention des subsides.

L'État ne peut se reposer de ces derniers soins sur les inspecteurs missionnaires, dans le choix desquels il n'interviendra sans doute même pas.

Pour qu'une convention garde sa valeur, il ne faut pas qu'une partie abdique le droit et le devoir de contrôler la partie co-contractante.

Comment ce droit et ce devoir seront-ils exercés dans la matière?

C'est un point sur lequel votre Commission attire l'attention du Gouvernement. Elle s'abstient de faire aucune suggestion, confiante qu'il recherchera et trouvera la solution qui conciliera les intérêts en présence.

*
* *

Votre Commission a pris connaissance d'une proposition qui a été faite naguère au Ministère des Colonies en vue de la construction d'un chemin de fer aérien, de Matadi à Léopoldville, le long de la voie actuelle.

Ces travaux auraient été effectués par une firme allemande, et leur coût — qui était évalué, en 1922, à 58 millions de francs — pouvait, semble-t-il, être porté au compte « Réparations » de l'Allemagne.

La capacité de transport aurait été de 600,000 tonnes par an, et le prix de revient, à la tonne kilométrique, se serait élevé à environ 54,2 centimes.

Les travaux d'établissement devaient durer deux ans. Sans formuler un avis dont le caractère serait prématuré, votre Commission émet le vœu que ce projet soit repris en très sérieuse considération, et fasse l'objet d'une étude attentive.

Elle fait siennes et renouvelle, à ce propos, les observations qui ont été présentées, dans son rapport sur le budget de 1924, par l'honorable M. Tibbaut, relativement aux avantages qui peuvent être acquis, pour l'outillage de la Colonie, au titre des « Réparations » de l'Allemagne.

La principale objection qui mérite d'être retenue contre le chemin de fer aérien, est que ce système de transport « doublerait inutilement un chemin de fer dont la capacité de trafic sera suffisante pour longtemps aussitôt la reconstruction achevée ».

Nous répondons à cela que, en matière de développement colonial, le progrès des étapes peut déjouer les calculs les mieux fondés, et que mieux vaut un excès, qu'un défaut de prévoyance.

Si la nécessité du travail n'apparaît pas aujourd'hui comme impérieuse, qui sait si, dans un avenir plus ou moins rapproché, la Métropole ne regrettera pas amèrement l'occasion qu'elle aura laissé échapper?

La question, d'autre part, revêt un caractère plus aigu et une importance plus directe, si l'on considère la concurrence que va faire à la ligne belge, le chemin de fer Brazzaville-Pointe-Noire, actuellement en construction sur le territoire français. Votre Commission a cru devoir interroger le Gouvernement sur ce point.

Le Gouvernement ne s'est pas désintéressé de l'entreprise ayant pour objet de relier par voie ferrée, la côte de l'Atlantique à Brazzaville. Dès qu'en France, le projet fut mis à l'étude, le Gouvernement belge attira l'attention du Gouvernement de la République sur le double emploi qui allait résulter du voisinage de la ligne projetée, avec le chemin de fer Matadi-Léopoldville. Cette intervention, qui d'ailleurs se répéta à plusieurs reprises, n'eut pas de résultat; le Gouvernement français estimant qu'il y avait des raisons d'ordre majeur qui ne lui permettaient pas de renoncer à son projet.

Bien que le Chemin de fer français puisse aboutir à détourner à son profit une partie du trafic vers ou de l'arrière-pays, desservi jusqu'à présent par le Chemin de fer de Matadi-Léopoldville, il ne semble cependant que pouvoir difficilement concurrencer notre voie nationale. En effet :

- 1) Il sera plus long, de 153 kilomètres, que celle-ci ;
- 2) De par la nature même du terrain, les frais de construction semblent devoir être plus élevés. On signale, en effet, la nécessité de plusieurs tunnels ;
- 3) Les intérêts intercalaires seront plus importants.

Toutes ces raisons rendront vraisemblablement moins élevé le prix de revient du chemin de fer du Congo.

En outre, la présence de forces hydro-électriques dans la région parcourue par lui, et dont le captage est aisé et économique peut influencer favorablement sur les frais d'exploitation.

La comparaison des ports maritimes n'est pas non plus sans être à l'avantage de la ligne belge. Le port de Pointe-Noire est, en effet, plus difficile à aménager que celui de Matadi. Les dépenses occasionnées par les travaux nécessaires seront donc plus considérables. Les charges financières devront en être supportées par les marchandises manutentionnées, ce qui rendra plus difficile encore à la ligne française de concurrencer la nôtre avec succès.

Votre Commission a pris acte des observations qui précèdent. Elle fait observer cependant que la confiance préconisée n'est fondée que sur des probabilités et des hypothèses et elle compte que le Gouvernement de la Colonie continuera à apporter toute sa vigilance à cette question.

*
* * *

Dans un ordre d'idées analogue, la Commission a suivi avec le plus vif intérêt

les vastes conceptions de M. le colonel Van Deuren, relativement à l'aménagement de la navigation sur le fleuve Congo.

Elle se félicite de l'attention que consacrent les techniciens le plus éminents de notre pays, au problème essentiel des voies de communications, et, d'une manière générale, à la mise en valeur de la Colonie.

Elle émet le vœu de voir leurs efforts et leurs recherches secondés, dans la plus large mesure, par le Département et par le Gouvernement tout entier.

Il a paru intéressant à votre Commission de vérifier comment se faisait le contrôle des dépenses de la Colonie.

Des renseignements qu'elle a recueillis, il résulte que ce contrôle est exercé comme suit :

A. *En Europe* : Conformément aux dispositions de l'Arrêté royal du 6 juillet 1922 (*Moniteur*, n° 214, du 2 août 1922).

Cet arrêté a organisé, comme suit le contrôle de l'engagement des dépenses à Bruxelles :

« En ce qui concerne l'exécution dans la métropole des lois budgétaires de la
» Colonie, les services suivants sont placés sous la direction spéciale du Secré-
» taire Général, qui a pouvoir pour prendre toutes mesures d'exécution propres
» à assurer, conformément aux lois et règlements sur la matière une prompte
» suite aux demandes et réquisitions du Gouvernement local et des provinces :

» a) approvisionnements destinés à la Colonie ;

» b) service général du personnel colonial ;

» c) comptabilité générale de la Colonie.

» Aucune dépense ne peut être engagée en dehors ou au delà des crédits prévus
» aux budgets. A cet égard, les fonctionnaires chargés des réquisitions, des
» approvisionnements et du personnel, sont personnellement responsables des
» dépassements de crédit ou des dépenses engagées sans crédits réguliers ou au
» delà de ceux-ci.

» Lorsque les demandes et réquisitions d'Afrique comportent des dépenses
» dépassant les crédits budgétaires, le Secrétaire Général en réfère au
» Ministre ».

Toutes les opérations consécutives à l'engagement des dépenses : ordonnancements, paiements, etc., sont vérifiées par le Service de comptabilité générale (3^{me} direction, 3^{me} section). Ce service s'assure également de l'expédition régulière du matériel acheté en Europe, contrôle les existences au magasin central d'Anvers, ainsi que les opérations des ateliers de confection (œuvre du travail, etc.).

B. *En Afrique*, par un service spécial relevant directement du Gouvernement Général.

Les attributions de ce service ont été fixées comme suit :

« Le contrôle des finances s'étend à tout acte de l'administration pouvant occa-
» sionner tant au Congo qu'à Bruxelles, une dépense ou une manipulation de
» fonds appartenant au Trésor Colonial.

« Les contrôleurs sont dégagés de toute besogne d'exécution.

« Ils contrôlent toute dépense budgétaire effectuée pour n'importe quel
» service ; ils exercent une surveillance sur l'affectation véritable des délégations
» allouées,

« Les contrôleurs des finances veillent, en outre, à la constatation et à la ren-

- « Trée régulière de toute redevance due au Trésor, ils surveillent l'existence et
- « l'utilisation des fournitures, des matières et du matériel de la Colonie.
- « Leur surveillance s'étend aussi sur les propriétés immobilières et ils s'as-
- « surent de leur inscription précise dans les registres d'inventaires.

Les services des finances à Bruxelles et au Congo veillent à l'imputation régulière des recettes et des dépenses aux budgets et aux comptes.

. . .

La Cour des comptes exerce son contrôle conformément aux dispositions de l'article 13 de la Charte Coloniale.

Elle se fait produire les arrêtés de nomination et d'augmentation du personnel colonial, les soumissions et cahiers des charges des entreprises, des baux de location, contrats, etc.

Elle vérifie l'imputation des recettes et des dépenses au point de vue exercice, budget et articles du budget.

Elle contrôle les comptes des opérations et les comptes du budget.

* * *

La Chambre apprendra avec intérêt que, depuis 1924, il a été introduit dans la Colonie cent quarante bateaux, représentant un tonnage de 19,540 tonnes.

Cent trente-huit de ces bateaux ont été construits en Belgique.

Deux ont été construits en Angleterre.

Il y a actuellement en chantier, en Belgique, trente-sept bateaux destinés à la Colonie.

A l'occasion de la communication de ces renseignements, des membres de la Commission, reproduisant des observations qui avaient déjà, antérieurement, fait l'objet de questions parlementaires, se sont enquis du régime linguistique auquel était soumis le personnel des marins et bateliers au service de la Colonie, ou des Compagnies dont elle est maîtresse.

Le Département, interrogé, s'est déclaré en difficulté pour répondre. Et cet embarras se conçoit fort bien.

Les marins, en effet, sont des noirs. Il semble bien qu'il n'y ait que trois ou quatre bateliers européens.

A côté d'eux, il y a des mécaniciens, des pilotes et des officiers de marine européens. Tout ce monde est éparpillé, disséminé par petits groupes.

Les hommes de ce métier connaissent habituellement plusieurs langues. Ce sont des gens d'action, qui emploient avec leurs compagnons ou leurs subordonnés le langage dans lequel ils sont le plus sûrs d'être compris. Et chacun trouve cela naturel.

Dans tous les cas, le Département affirme qu'il n'a jamais eu connaissance d'une réclamation à ce sujet.

II. — BUDGET EXTRAORDINAIRE DU CONGO.

Le Budget extraordinaire ne donne lieu à aucune observation. Il n'y a pas lieu de s'arrêter à la dépense et à la recette fictives de 220,000,000 de francs, qui ne sont introduites dans le budget que pour faire figurer dans ses comptes, les droits de la Colonie transférés de l'Ancienne Régie des Mines à la Société des Mines d'or de Kilo-Moto.

L'excédent des dépenses, qui est de 231,000,000 de francs environ, et sa cou-

verture au moyen d'emprunts, résultent de l'application des lois antérieurement votées pour la mise en valeur de la Colonie.

[III. — BUDGETS ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE DU RUANDA-URUNDI.

Votre Commission a examiné la partie relative au Ruanda-Urundi, du rapport sur les travaux de la neuvième session de la Commission Permanente des Mandats.

Elle croit utile d'en reproduire ici les passages principaux :

Observations générales.

«
» La Commission a pris connaissance avec intérêt du chapitre du rapport très
» complet et très intéressant qui traite de la vie indigène, de la politique indi-
» gène de la puissance mandataire et des relations entre les représentants de
» celle-ci et les chefs des tribus et des sultanats.
»

Observations spéciales.

« 1. *Travail.* — La Commission a apprécié les renseignements donnés dans
» le rapport au sujet du travail. Elle constate avec satisfaction que l'on s'attache
» à faire des chefs des agents directement rémunérés de l'Administration, ce qui
» permet de réduire ou d'abolir même les prestations traditionnelles.

» 2. *Trafic des spiritueux.* — La Commission prend acte de ce que la
» Puissance mandataire a pris les dispositions nécessaires pour l'établissement
» de statistiques relatives aux spiritueux importés dans le territoire.

» 3. *Enseignement.* — La Commission suivra avec une attention particulière
» les mesures que la Puissance mandataire pourra prendre en vue d'assurer la
» formation d'un plus grand nombre d'instituteurs indigènes.

» 4. *Finances publiques.* — La Commission prend acte de l'offre du repré-
» sentant accrédité de veiller à ce que dans les prochains rapports les différents
» postes du budget soient plus clairement développés.

» La Commission serait heureuse de savoir si la Puissance mandataire a envi-
» sagé la possibilité d'attribuer au territoire sous mandat une part des béné-
» fices tirés de la frappe de la monnaie (monnaie du Congo belge) proportion-
» nelle aux sommes mises à la disposition du Ruanda-Urundi.

» La Commission a entendu avec intérêt les explications qu'a fournies le repré-
» sentant accrédité au sujet du fonctionnement de l'Union douanière établie entre
» le territoire sous mandat et la colonie du Congo belge. Elle émet le vœu de
» trouver, dans les prochains rapports, l'indication de la part de revenu total des
» douanes qui a été portée au crédit du territoire sous mandat. »

Votre Commission fait siennes ces observations judicieuses, tant en ce qu'elles comportent d'éloges pour l'Administration belge, que pour les vœux qui y sont exprimés.

Le budget ordinaire du Ruanda-Urundi est en déficit de 1,901,550 francs. Le budget extraordinaire s'alimente par un prélèvement sur la somme de vingt millions reconnue nécessaire pour l'accomplissement du programme de mise en valeur de la région.

Il ne faut pas s'attendre à voir se rétablir, d'ici un certain nombre d'années, l'équilibre des budgets. La Puissance mandataire devra aviser.

Les ressources ordinaires du territoire sont limitées. Elles ne pourront suffire pour assurer les divers services intéressant le bien-être des indigènes (hygiène, agriculture, enseignement) et les développements que nous commandent nos obligations internationales.

L'on ne voit guère dans quel domaine l'administration de ce territoire pourrait envisager, tout au moins pour le moment, la création de ressources nouvelles. Les exploitations agricoles de la vallée de la Ruzizi n'existent guère encore que sous forme de projets, et les exploitations minières qu'à l'état d'hypothèses.

En attendant, le territoire à mandat ne dispose que d'une seule richesse importante : ses possibilités de main-d'œuvre. Mais ce n'est pas dans ce territoire qu'elle trouvera son emploi, et qu'elle créera de la richesse.

Sans doute, le Ruanda-Urundi percevra-t-il des taxes d'émigration. Mais n'est-il pas en droit de revendiquer, en outre, une part des bénéfices que l'utilisation de cette main-d'œuvre procurera au Gouvernement du Congo belge, sous la forme de recettes fiscales et de participations aux profits des sociétés intéressées?

Les mêmes considérations s'appliquent aux conditions dans lesquelles a été consenti l'emprunt de la Belgique au Ruanda-Urundi.

En raison des avantages que procurera au Congo belge le territoire à mandat, les conditions de cet emprunt devraient être rendues moins onéreuses.

Les travaux exécutés au moyen de l'emprunt n'assureront la mise en valeur du territoire que dans plusieurs années. Il serait donc équitable que les annuités représentant la charge de l'emprunt ne commencent à courir qu'à partir de la date d'achèvement des travaux.

Ces questions donneraient lieu, évidemment, à un règlement de compte entre la Colonie du Congo et la Belgique, puissance mandataire sur le Ruanda-Urundi, à moins qu'elles ne trouvent, plus justement encore, leur solution dans un plan international.

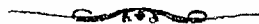
La Commission des Colonies propose à la Chambre d'adopter, tels qu'ils lui sont présentés les budgets ordinaires et extraordinaires du Congo Belge et du Vice-Gouvernement Général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1926.

Le Rapporteur,

JULES MATHIEU.

Pour le Président,

A. BRIART.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 15 DECEMBER 1926.

Begrooting

van de gewone en buitengewone ontvangsten en uitgaven van Belgisch Congo en van het Algemeen Vice-Gouvernement van Ruanda-Urundi voor het dienstjaar 1926 ⁽¹⁾.

Verslag

NAMENS DE BIJZONDERE COMMISSIE (2)
UITGEBRACHT DOOR DEN HEER MATHIEU

MIJNE HEEREN,

Vóór alle andere opmerkingen, wil de Commissie hare voldoening er over uitdrukken dat het Departement van Koloniën weer onder een titelvoerend Minister staat, en wil zij even wijzen op het abnormaal en gebrekkig karakter van het regime waarmede men in de jongste maanden de proef meende te moeten nemen.

Voorzeker bestond er altijd, in theorie, een Ministerie van Koloniën, en had men de oprichting van het ambt van Algemeen Beheerder van Koloniën als eene gelukkige nieuwigheid kunnen beschouwen, indien het doel geweest was de leidende gedachten van onze koloniale politiek vast te leggen.

De waarborg van een goed beheer ligt echter in de verantwoordelijkheid van degenen die er mede belast zijn.

Welnu, het is buiten twijfel dat de bijzondere werkkraft van den vorigen Minister van Koloniën in beslag was genomen door de zware taak die hij op zich genomen had tegelijkertijd de financiën van het moederland te besturen.

Hij zelf gaf dit toe in de redevoering die hij, op 29 Mei l. l., uitsprak in den Kolonialen Raad, bij gelegenheid van zijne aanstelling als voorzitter van die vergadering, en waar hij zegde :

(1) Begrootingen, n^o 240 en 240bis (zittingsjaar 1925-1926).

Amendementen, n^{os} 421 et 422 (zittingsjaar 1925-1926);

Id. n^o 27 en 28.

(2) De bijzondere Commissie, voorgezeten door den heer Tibbaut, bestond uit :

a. *de Commissie voor de Koloniën* : de heeren Branquart, Briart, Carton, Carton de Wiart, de Béthune, Fischer, Hubin, Kreglinger, Mathieu, Max, Piérard, Renkin, Sap, Van de Vyvere, Van Hoeylandt.

b. *zes leden benoemd door de Afdelingen* : de heeren Pierco, David, De Winde, Pepin, Troclet, Van Dievoet.

« Het zal u niet verwonderen, Mijne Heeren, wanneer ik U zeg dat ik mij » hoofdzakelijk zal moeten bezig houden met het gewichtige vraagstuk van onze » openbare financiën en met het werk van financieel herstel dat wij moeten » nastreven in een geest van voorzichtigheid, maar ook met besliste krachtadig- » heid. Gij zult mij dus willen ten goede houden zoo ik, door de omstandigheden » gedwongen, verplicht ben, ten minste bij den aanvang van dit bestuur, slechts » een deel van mijne werkzaamheid te wijden aan de koloniale zaken. Maar » mijne toewijding is U in al de mate van het mogelijke toegezegd en ik ben » bereid mij door uwe beraadslagingen te laten voorlichten en U, later, misschien » eene hulp, die ik meer actief wensch, bij te brengen. »

En men stelde inderdaad vast dat op de volgende vergadering de Koloniale Raad zijne werkzaamheden voortzette zonder de aanwezigheid van den Minister, wanneer de besprekingen nochtans gingen over een der belangrijkste vraagstukken waarover men zijn oordeel had kunnen vragen, namelijk het invoeren van den gedwongen arbeid voor de werken van openbaar nut.

De Algemeen Beheerder had niet de bevoegdheid den Minister als voorzitter te vervangen, en hij was, anderzijds, niet verantwoordelijk voor het Parlement.

Het Parlementaire toezicht was aldus niet mogelijk, en anderzijds, kon men betreuren dat de Kolonie niet op meer effectieve wijze vertegenwoordigd was in den Ministerraad.

Op het essentieele beginsel der ministerieele verantwoordelijkheid werd aldus inbreuk gemaakt, die des te erger was nu er zulke hooge belangen op het spel stonden.

Het is de plicht van uwe Commissie er op te wijzen dat de Minister van Koloniën, krachtens de wet, er moet zijn, en dat, in tegenstelling met wat er mag gedaan worden in andere ministerieele departementen, zijn bestaan en zijne bevoegdheden niet mogen gewijzigd worden door de uitvoerende macht.

Het Beheer van de Koloniën is een ingewikkeld werk. Het vereenigt, in het klein, al de gebieden die in de Regeering van het Moederland verdeeld zijn over de onderscheidene departementen.

Zijne begrooting, waarvan het cijfer elk jaar aangroeit, bereikt in uitgaven voor het tegenwoordig dienstjaar 320 millioen.

De Koloniale wetgeving, die in hare volle ontwikkeling is, onderscheidt zich van de nationale wetgeving.

Van het Ministerie van Koloniën hangen niet alleen af de onmiddellijke en stoffelijke belangen van het Moederland, het productief maken van een door zijn oppervlakte en zijn toekomstbeloften ontzaglijk grondgebied, maar ook en vooral de bescherming en de ontwikkeling van gansch een volk.

Deze opvatting vond haar terugslag niet in de vroegere verdeling van de ministerieele bevoegdheden. De ondergeschikte rang die aan het Ministerie van Koloniën verleend was door het te verbinden aan een ander departement, de vermindering die door de omstandigheden gebracht werd aan de verantwoordelijkheid van zijn titularis, moesten onvermijdelijk schadelijk zijn voor de goed begrepen belangen van de Kolonie, en deden het hooge bewustzijn, waarmee het land zijne plichten tegenover de Kolonie moest opvatten, ontaarden.

Bij het voorbrengen van deze opmerkingen, houdt uwe Commissie er aan uitdrukkelijk te verklaren dat zij den persoon van den vorigen Minister en den Algemeen Beheerder der Kolonie niet in het gedrang wil brengen; aan hunne hooge verdiensten en aan hun vernuft wil zij integendeel hulde brengen.

I. — GEWONE BEGROOTING VAN CONGO.

De financiële toestand van de Kolonie doet zich gunstig voor.

Tegelijkertijd als men de aanvankelijke bezorgdheid moet laten varen ten aanzien van den last, door het Moederland op zich genomen, mag men met vertrouwen de toekomst van het Afrikaansche land dat ons toevertrouwd is, tegemoet zien.

Het gezamenlijk bedrag der credieten, voorzien voor de gewone uitgaven, met inbegrip van de door de Regeering ingediende amendementen, beloopt 320 miljoen 446,597 frank en wordt gedekt door de gewone ontvangsten, tot een bedrag van 316,708,200 frank.

De bronnen der inkomsten zijn normaal. Hun getal en hunne opbrengst stijgen voortdurend.

Het gering tekort, vergeleken bij de aanzienlijke bedragen die tegenover elkander gesteld worden, laat ons toe, met de Memorie van Toelichting, aan te nemen dat de gewone begrooting der Kolonie in evenwicht gebracht werd. En men kan zich des te meer bij deze zienswijze aansluiten, omdat alles laat voorzien dat het tekort, die de vorige begrootingen aanwezen, niet zal bereikt worden. De voorzichtigheid, door het Beheer in acht genomen bij de raming der uitgaven, alsmede de immer stijgende opbrengst van de belastingen, brengen ons de verzekering dat het evenwicht van de begrooting een werkelijkheid is.

Wij moeten, te midden van de moeilijkheden waarin het Moederland zich bevindt, dit belangrijk oogenblik in den ontwikkelingsgang van de Kolonie begroeten, nu zij, met haar gewone inkomsten, aan hare normale behoeften het hoofd kan bieden.

Deze uitslag is des te merkwaardiger, omdat de Regeering, door het indienen van amendementen, de vermeerdering van de administratieve lasten, voortvloeiende uit eene nieuwe herziening van het barema der wedden van het koloniaal personeel, — herziening die door de levensduurte in Afrika noodzakelijk geworden was, — in het licht heeft willen stellen.

Het gewone bestaan van het land is voortaan verzekerd door zijn eigen inkomsten, zonder dat het noodig weze al te veel van deze inkomsten te willen vergen; de groote werken die de dragers van de economische welvaart zullen zijn, worden uitgevoerd: het financieel programma dat de voltooiing er van moet verzekeren steunt op stevige gronden en de gewone begrooting draagt zonder zwichten den last van de vereischte interesten en aflossingen.

Ten slotte, moet men in acht nemen dat de portefeuille van de Kolonie een vermogen vertegenwoordigt, waarvan de grootte niet voldoende wordt aangegeven door de inschrijving van een inkomen van nagenoeg vier-en-veertig miljoen op de begrooting van 's lands middelen, het belangrijk inkomen niet inbegrepen van de aandelen der Vennootschap van de Goudmijnen van Kilo-Moto, die de Kolonie in haar bezit heeft en waarvan het eerste inkomen slechts in 1927 zal worden ingebeurd.

De onevenredigheid tusschen de theoretisch verhandelbare waarde, berekend volgens den huidige koers, en de opgeleverde dividenden, wijst de uitgebreidheid aan van de toekomstmogelijkheden die de openbare meening aan onze Kolonie toekent; zij is eenigszins een beeld en een maat van het crediet waarop onze Kolonie kan bogen.

Houdt men rekening met het feit, dat de wetgeving op de mijnen en de politiek die men volgt in zake van concessies, de stijging van de portefeuille bewerken door nieuwe winsten, naar gelang van het productief maken der geconce-

deerde bedrijven, dan zal men een denkbeeld hebben van het belang deze reserve.

In financieel opzicht blijkt de Kolonie dus gezond en krachtig te zijn en volkomen hare toekomst te beheerschen.

Gedurende die werkzaamheden, had uwe Commissie inzage genomen van de beraadslagingen van den Kolonialen Raad, en van de door die Vergadering gehechte goedkeuring aan het ontwerp van decreet op de werving van arbeiders ten openbaren nutte voor de werken aan den spoorweg Matadi-Léopoldville.

Uwe Commissie was van zins de Kamer te verzoeken die kwestie op te werpen, doch zij ontving bericht dat de Regeering besloten had geen gevolg te geven aan het ontwerp.

Uwe Commissie had zich dus ter zake alleen te bekommeren met de voorwaarden waarin de werving van de vrijwillige inlandsche arbeiders was georganiseerd en met de rol die aan de territoriale overheid voorgeschreven of toegelaten was.

Zij heeft onderstaande uitleggingen ontvangen :

1. De onderrichtingen, verstrekt aan de territoriale overheid in zake van aanwerving van inlandsche arbeiders, luiden dat de territoriale overheid zich, in beginsel, moeten onthouden van *rechtstreeks* arbeiders aan te werven voor de private nijverheid, evenals van *rechtstreeks* mede te werken aan wervingen door private wervers gedaan.

Is natuurlijk geen *rechtstreeksche* medewerking, de door de overheid aan de inboorlingen verstrekte raad om ze aan te zetten hunnen dienst te verhuren aan privaatspersonen. Die raad moet aan de inboorlingen bij elke gunstige gelegenheid herhaald worden in de mate waarin hij strookt met de economische en sociale behoeften der groepen.

Om het beoogde doel te bereiken, mogen al de bij de wet gedoogde middelen aangewend worden : volhardende overreding, aanmoedigingen, gunsten, en, mochten die middelen niet baten, blijken van misnoegdheid.

Anderzijds, schrijven de onderrichtingen voor dat niet mag geduld worden dat inlandsche hoofden de hun door de gebruiken verleende macht aanwenden om hunne onderdanen te verplichten tegen dank dienst te nemen bij een meester of bij een werver waarvan zij niet willen hooren.

2. De vroegere onderrichtingen zetten het territoriaal personeel aan de ondernemingen te helpen om de arbeiders aan te werven, zonder den aard van die hulp nader te bepalen. Omstandigheden van tijd en plaats hadden die hulp soms omgewerkt tot eene rechtstreeksche tussenkomst vanwege de overheid, die rechtstreeks arbeiders aanwierf voor sommige ondernemingen of den aanwerfer rechtstreeks bijstond in zijn werk. Het is om dien toestand te doen ophouden, waardoor aan de bedienden der overheid eene rol werd opgelegd die normalerwijs niet in hunne bevoegdheid viel en ze aftrok van hunne hoofdbediening, dat de Regeering het nuttig heeft geoordeeld de door het territoriaal personeel in zake van werving te verleenen hulp, in de hierboven beschreven richting, nader te bepalen.

Nochtans werd herhaaldelijk voorgeschreven den overgang met de meeste zorg te laten geschieden.

De tussenkomst van het territoriaal personeel in de aanwerving van arbeids-

krachten, 't zij voor werken van openbaar nut, 't zij voor private ondernemingen, blijft in beginsel dezelfde, dit is, dat de vrijheid van den inboorling ten grondslag moet liggen aan zijne dienstneming.

Alleen een decreet mag, in geval van werk tot openbaar nut, waarvoor geen vrijwillige arbeiders kunnen aangeworven worden, den Gouverneur Generaal machtigen de lichteing, van ambtswege dus van de voor dit werk noodige mannen door te voeren.

*
* *

De Memorie van Toelichting der aan uw onderzoek voorgelegde begrootingen behelst een hoofdstuk betreffende het Openbaar Onderwijs, dat vooral de aandacht uwer Commissie heeft gaande gemaakt.

Het belangrijk, daarin uiteengezet initiatief, loopt uit op eene verhooging, in hoofdstuk V van de gewone uitgaven, met 3,640,698 frank, waardoor het totaal dervoor het Openbaar onderwijs gevraagde credieten op 8,597,798 frank gebracht wordt.

Feitelijk wordt die verhooging opgeslorpt door de inwerkingstelling van het ontwerp tot inrichting van het Vrije Onderwijs in Belgisch Congo met de medewerking van de « Nationale Missiegenootschappen ».

Dit ontwerp werd in boekvorm uitgegeven door toedoen van het Departement van Koloniën. Het is zeer belangwekkend om lezen, maar ongelukkig te lang om hier overgenomen te worden. Het ontwikkelt op zeer volledige wijze het programma, na de gebruikelijke « Algemeene Beschouwingen », in vier hoofdstukken waarin achtereenvolgens gehandeld wordt over :

- 1^o Het type van scholen, de richting en de methode ;
- 2^o De leerprogramma's ;
- 3^o De inrichtingen ;
- 4^o De organisatie, het toezicht en de toelagen.

Van dit ontwerp maakt deel uit een type-ontwerp van overeenkomst te sluiten met de Missiën. Er dient opgemerkt dat daarin buiten de bepalingen betreffende het onderwijs, toelagen voorzien worden aan de Missiën als vergelding voor den eeredienst in de belangrijke centra, bij toepassing van de Overeenkomst getroffen op 26 Mei 1906, tusschen den Heiligen Stoel en den Onafhankelijken Congostaat.

Het voorziet, daarenboven, de toekenning van toelagen voor « Taalkundige en maatschappelijke studiën ».

Die verschillende tegemoetkomingen vervangen de toelagen tot nog toe *in globo* en zonder duidelijken grond toegekend.

De te treffen overeenkomsten zouden twintig jaar geldig zijn.

*
* *

De eerste zorg uwer Commissie is geweest uit te maken wat het Departement verstond door « Nationale Missiën ».

Haar werd geantwoord dat, wat de schoolinrichting betreft, die uitdrukking beteekent : Missiegenootschappen, zonder onderscheid van geloofsbelijdenis, die hun zetel in België hebben, door Belgen bestuurd worden en een zeker aantal Belgen onder hunne missionarissen in Congo hebben.

*
* *

Aan de Missieoversten, zoowel in België als in Congo, evenals aan de Over-

sten van de Missiën der Witte Paters en van het Belgische Genootschap der Protestantische Missiën in Congo, die werkzaam zijn in Ruanda-Urundi, werd dit ontwerp voorgelegd. Het meerendeel der Genootschappen hebben het beginsel van het voorgestelde stelsel bijgetreden.

De heer Gouverneur Generaal had onderrichtingen ontvangen om het nieuwe stelsel toe te passen naar mate van de mogelijkheden. Maar een tegenbevel uitgaande van het moederland, heeft hem daarna verzocht de onderteekening van elke overeenkomst uit te stellen tot na de stemming der begrooting.

* *

Uwe Commissie is van meening dat de inrichting van het vrije onderwijs in Congo wenschelijk is.

Het is onbetwistbaar dat, in het belang van de huidige ontwikkeling der Kolonie, de Missiën aanzienlijke bevorderaars der beschaving zijn.

Al deelt men de godsdienstige overtuigingen niet die hun ijver aansporen, toch kan men niet, zonder onrechtvaardig te wezen, de doeltreffendheid en de verhevenheid loochenen van het werk van sociale ontginning dat zij hebben uitgevoerd.

Hunne medewerking moet dus behouden worden aan onze beschavingstaak en het oogenblik schijnt gekomen hunne krachtinspanningen te steunen met ze samen te ordenen.

Het is echter wel verstaan dat die beginselbijtreding niet mag aangezien worden als een stap naar het monopool der Missiën in zake van onderwijs.

Het is voor ons land een plicht de medewerking te zoeken en uit te breiden welke het vrije onderwijs ons in de Kolonie aanbrengt. Dit is echter maar een gedeelte van zijn plicht.

Zijnerzijds moet het zelf het initiatief nemen ter ontwikkeling van het openbaar onderwijs en de uitbreiding bevorderen van het officieel onderwijs, nevens het vrij onderwijs, mits alle mededinging te vermijden die ginder voor 't oogenblik verfoeilijk zou zijn.

Het valt te betreuren dat de Memorie van Toelichting die gevoelens niet duidelijk uitdrukt en dat het Departement, met uitsluitend bezorgd te zijn voor het vrij onderwijs, sommige geesten, overigens bezielde met de beste inzichten, wantrouwig heeft gemaakt.

Ter zake zou uwe Commissie met voldoening vernomen hebben dat het Departement er om bezorgd was het bestaan en de inrichting te verzekeren van de zeventig scholen ongeveer, bestuurd door zwarte onderwijzers, opgericht in de oostelijke provincies door toedoen van den heer Gouverneur de Meulemeester, evenals van de in verschillende districten, door toedoen der overheid of der plaatselijke organismen, opgerichte organismen.

Eveneens zou de Regeering, welke den grootsten invloed heeft op de bloeiendste onzer coloniale ondernemingen, van haar kunnen trachten te bekomen dat hunne werken tot bevordering van de gezondheid en de maatschappelijke bevrijding, aangevuld zouden worden met inrichtingen tot bevordering van het eerste onderwijs.

* *

Tegen het ontwerp tot inrichting van het vrij onderwijs werden sommige bezwaren ingebracht, waarvan er twee dienen onthouden.

Het eerste betrof den twintigjarigen termijn voorzien in de overeenkomsten met de Missiën.

Het Departement rechtvaardigt dien termijn niet te laten gelden dat de Missiën opofferingen doen die als eerste inrichtingskosten dienen beschouwd en dat het billijk is, onder die voorwaarden, hun blijvende toelagen vanwege de Regeering te verzekeren.

Wij zullen de belangrijkheid en de praktische samenstelling van die eerste inrichtingskosten niet betwisten. Wij nemen het argument aan.

Maar al wordt daardoor de noodzakelijkheid gerechtvaardigd van toelagen gedurende een zekeren termijn, toch wordt daardoor die termijn van twintig jaar niet uitgelegd.

Die termijn schijnt overdreven.

Hoe grondig het voorbereidend werk ook weze, dat door het Departement ondernomen wordt, het ware overdreven het als definitief te aanzien.

Totnogtoe heeft het slechts theoretische waarde. Het onderzoek waaraan het zal onderworpen worden zal verbeteringen aanwijzen waarvan de verwezenlijking niet te lang op zich zou moeten laten wachten.

De termijn van twintig jaar is niet gebruikelijk en is eene onvoorzichtigheid zoowel ten opzichte van de Missiën als wat de Kolonie betreft.

Het ware rechtvaardig de continuïteit der aan de Missiën toegestane toelagen te verzekeren tijdens den vermoedelijken duur van een studiëncycus zooals deze voorgesteld wordt door het nieuwe programma, alsmede op een maximum van tien jaar den duur te bepalen van de overeenkomsten die moeten gesloten worden.

* .

De tweede kritiek gold de inrichting van de inspectie.

Tot raming van het crediet voorzien in artikel 46, had men gerekend met 48 opzieners-missionarissen en met 36 adjunct-opzieners-missionarissen.

Wat de officieele inspectie betreft, zou men het kader ten minste aanvankelijk dienen te beperken tot 4 opzieners, welke onder het gezag van een algemeen opziener, bijgestaan door een adjunct, zouden geplaatst worden.

Men heeft doen opmerken dat deze bepalingen voorbarig waren en dat men, alvorens het kader van het personeel, vast te stellen, men eerst nauwkeurig zou moeten kennen hetgeen aan de inspectie moet onderworpen worden.

Hoeveel overeenkomsten zal men sluiten? Hoeveel scholen zal men openen? Tot welk type zullen zij behooren? Hoe zullen zij verdeeld worden over het landsgebied ten opzichte van talen, rassen, verkeersmiddelen?

Het is voorzichtig het antwoord op die vragen af te wachten, alvorens een inspectiestelsel en het aantal leden van het personeel vast te stellen.

Anderzijds moet de inspectie van het onderwijs aangevuld worden met het toezicht over de voorwaarden vereischt voor het bekomen van toelagen.

De Staat kan deze taak niet overlaten aan de opzieners-missionarissen die waarschijnlijk zelfs zonder zijn tussenkomst zullen gekozen worden.

Opdat eene overeenkomst hare waarde zou behouden, is het noodig dat geen der partijen verzaakt aan het recht en den plicht om toezicht te houden op de andere partij.

Hoe moeten dit recht en die plicht uitgeoefend worden?

Dit is een punt waarop uwe Commissie de aandacht van de Regeering vestigt.

Zij doet geen voorstel en vertrouwt dat de Regeering eene oplossing zal zoeken en vinden die de tegenover elkaar staande belangen kan verzoenen.

* * *

Uwe Commissie heeft kennis genomen van een voorstel dat vroeger aan het Ministerie van Koloniën gedaan werd betreffende het aanleggen van eene luchtspoorbaan van Matadi naar Léopoldville, langs het huidige spoor.

Deze werken moesten uitgevoerd worden door een Duitsche firma en de kosten — die in 1922 op 58 miljoen frank geraamd werden — konden, naar het schijnt, op de rekening « Herstel » gebracht worden.

De vervoercapaciteit zou 600,000 ton per jaar en de kostprijs 5 1/2 centiem per kilometer ton beloopt hebben.

De inrichtingswerken moesten twee jaar duren. Zonder dienaangaande een advies uit te brengen dat voorbarig zou wezen, drukt uwe Commissie den wensch uit dat het ontwerp opnieuw met aandacht onderzocht en bestudeerd worde.

Zij neemt dienaangaande de opmerkingen over — en meent deze te moeten hernieuwen — die voorgelegd werden door den achtbaren heer Tibbaut, in zijn verslag over de begroting voor 1924 en betrekking hadden op de voordeelen die ten opzichte van de toerusting onzer Kolonie kunnen verkregen worden krachtens ons recht op « Herstel » door Duitschland.

De bijzonderste opwerping tegen de luchtspoorbaan die verdient onthouden te worden is, dat dit stelsel van vervoer noodeloos een spoorweg zou verdubbelen waarvan het vervoervermogen toereikend zal zijn voor langen tijd zoodra de nieuwe aanleg er van geëindigd is.

Daarop antwoorden wij dat in zake ontwikkeling van de kolonie, de geweldige vooruitgang de meest gegronde berekeningen in de war kan sturen, en dat het beter is te veel dan te weinig vooruitziend te zijn.

Zoo thans de noodzakelijkheid van dit werk ons niet als dringend voorkomt, wie weet of in eene min of meer nabije toekomst het Moederland niet bitter de gelegenheid die het heeft laten ontsnappen zal betreuren.

De kwestie krijgt overigens een scherper karakter en een meer rechtstreeksch belang wanneer men rekening houdt met de mededinging die aan de Belgische lijn gaat gedaan worden door den spoorweg Brazzaville-Pointe-Noire, die thans in aanleg is op het Fransche grondgebied. Uwe Commissie heeft gemeend de Regeering daarover te moeten ondervragen.

De Regeering heeft zich niet onbetuigd gelaten bij de onderneming die voor doel heeft de kust van den Atlantischen Oceaan met Brazzaville door het spoor te verbinden. Zoodra in Frankrijk dit ontwerp ter studie werd gelegd heeft de Belgische Regeering de aandacht van de Regeering der Republiek er op gevestigd dat de ontworpen lijn, en de spoorweg Matadi-Léopoldville, feitelijk hetzelfde werk zouden doen. Dit optreden, dat overigens meermaals herhaald werd, had geen uitslag, daar de Fransche Regeering van meening was dat redenen van hooger belang haar niet toelieten van dit ontwerp af te zien.

Al zou de Fransche spoorweg er in gelukken een deel van het handelsvervoer naar of van het hinterland, dat tot hertoe bediend werd door den spoorweg Matadi-Léopoldville, af te leiden, zal hij toch moeilijk, dunkt ons, eene ernstige mededinging aan onze spoorlijn kunnen doen. Inderdaad :

1° Die lijn zal 153 kilometer langer zijn dan de onze ;

2^o Wegens den aard zelf van den grond, zullen de kosten van aanleg, naar het schijnt hooger zijn. Men spreekt inderdaad van de noodzakelijkheid verscheidene tunnels te moeten bouwen ;

3^o De aanvullende interesten zullen aanzienlijker zijn.

Om al deze redenen zal waarschijnlijk de kostende prijs van den spoorweg van Congo lager zijn.

Bovendien, de aanwezigheid van hydro-electrische krachten in de streek die hij doorsnijdt, en waarvan het opvangen gemakkelijk en goedkoop is, kan een gunstigen weerslag hebben op de exploitatiekosten.

Vergelijkt men de zeehavens, dan keert dit ook ten voordeele van de Belgische lijn. De haven van Pointe-Noire is inderdaad moeilijker in te richten dan deze van Matadi. De uitgaven, gevegd door de noodzakelijke werken, zullen dus aanzienlijker zijn. De financieele lasten er van zullen moeten gedragen worden door de verwerkte goederen, waardoor het voor de Fransche lijn nog moeilijker zal zijn de onze te overvleugelen.

Uwe Commissie heeft kennis genomen van de voorgaande bemerkingen. Zij doet nochtans opmerken dat het uitgedrukte vertrouwen slechts steunt op waarschijnlijkheden en op veronderstellingen, en zij rekent er op dat het Gouvernement van de Kolonie zal voortgaan op die kwestie een waakzaam oog te houden.

*
* *

In denzelfden geest heeft de Commissie met de meeste belangstelling de grootsche plannen gevold van den heer Kolonel Van Deuren wat betreft de inrichting van de scheepvaart op den Congo-stroom.

Zij is gelukkig dat de knapste technici van ons land hunne aandacht wijden aan het essentieel vraagstuk van de verkeerswegen, en over het algemeen, aan het productiefmaken van de Kolonie.

Zij drukt den wensch uit dat hunne pogingen en hunne opzoekingen in de ruimste mate zouden gesteund worden door het Departement en door de gansche Regeering.

*
* *

Het scheen uwe Commissie niet van belang ontbloot na te gaan hoe de controle over de uitgaven van de Kolonie geschiedde.

Uit de ingewonnen inlichtingen blijkt dat deze controle als volgt wordt uitgeoefend :

A. *In Europa* : Overeenkomstig de schikkingen van het Koninklijk besluit van 6 Juli 1922 (Moniteur, n^o 214, 2 Augustus 1922).

Dit Besluit regelt als volgt het toezicht over de betaalbaarstelling van de uitgaven te Brussel :

- « Wat betreft de uitvoering in het Moederland van de begrooingswetten voor
- » de Kolonie, zijn de volgende diensten onder het bijzonder bestuur geplaatst
- » van den algemeen secretaris, die de macht heeft om alle uitvoeringsmaat-
- » regelen te treffen, welke geschikt zijn om, overeenkomstig de wetten en
- » reglementen betreffende deze zaak, aan de bestellingen en opvorderingen van
- » het plaatselijk Gouvernement en van de provincies, een vlug gevolg te geven :
- » a) bevoorradingen voor de Kolonie bestemd ;
- » b) algemeene dienst van het koloniaal personeel ;
- » c) algemeene comptabiliteit van de Kolonie.
- » Geene enkele uitgave mag buiten of boven de bij de begrootingen voorziene
- « credieten gedaan worden. Te dien opzichte zijn de met de opvorderingen, de

» bevoorradingen en het personeel belaste ambtenaren persoonlijk verantwoorde-
 » lijk voor de credietoverschrijdingen en voor de uitgaven zonder regelmatig
 » crediet of boven dit gedaan.

» Indien de bestellingen en vorderingen uit Afrika, uitgaven bevatten welke de begrotingscredieten overschrijden doet, de algemeen secretaris hierover bericht aan den Minister. »

Al de verrichtingen voortvloeiende uit de uitgaven die werden betaalbaar gesteld : betalingsbevelen, betalingen, enz., worden nagezien door den Dienst van de Algemeene Comptabiliteit (3^{de} bestuur, 3^{de} sectie). Deze dienst waakt eveneens over het geregeld verzenden van het in Europa aangekocht materieel, controleert de stocks in het centraal magazijn van Antwerpen, evenals de verrichtingen van de confectiewerkhuizen (werk van den arbeid, enz.).

B. *In Afrika*, door een bijzonderen dienst die rechtstreeks afhangt van het Algemeen Gouvernement.

De bevoegdheden van dezen dienst werden vastgesteld als volgt :

« De contrôle over de financiën strekt zich uit tot alle handelingen van het
 » bestuur, die, zoowel in Congo als te Brussel, eene uitgave of een gebruik van
 » geldmiddelen, behoorende aan de Koloniale Schatkist, zouden medebrengen.

» De controleurs zijn ontslagen van alle uitvoering.

» Zij controleeren elke begrotingsuitgave gedaan voor eender welken dienst ;
 » zij zorgen er voor dat de toegestane credieten gebruikt worden volgens hunne
 » bestemming.

» De controleurs van de financiën zorgen bovendien voor het nazicht en het
 » geregeld betalen van alle aan de Schatkist verschuldigde sommen, voor de
 » aanwezigheid en het gebruik van de leveringen, de stoffen en het materieel
 » van de Kolonie.

» Hun toezicht strekt zich ook uit tot de vaste goederen en zij zorgen voor
 » de juiste inschrijving daarvan in de registers van inventaris ».

De diensten van de financiën te Brussel en in Congo waken er over dat de ontvangsten en uitgaven op de begrotingen en de rekeningen geregeld worden aangeschreven.

..

Het Rekenhof oefent zijn toezicht uit overeenkomstig de beschikkingen van artikel 13 der Koloniale Keure. Het doet zich de besluiten tot benoeming en tot vermeerdering van het Koloniaal personeel, de onderschrijvingen en lastkohieren der ondernemingen, de huurovereenkomsten, de contracten, enz., voorleggen.

Het gaat de verrekening na van de ontvangsten en uitgaven voor wat betreft het dienstjaar, de begroting en de begrotingsartikelen.

Het controleert de rekeningen van de verrichtingen en die van de begroting.

* * *

Niet zonder belangstelling, zal de Kamer vernemen dat, sedert 1924, in de Kolonie honderd veertig booten met een gezamenlijke tonnenmaat van 19,540 ton zijn ingevoerd.

Honderd acht en dertig van die booten werden in België gebouwd. Twee in Engeland.

Thans, liggen er op de Belgische werven zeven en dertig booten voor de Kolonie bestemd.

Bij gelegenheid van de mededeeling dezer inlichtingen, werd door sommige leden van de Commissie, die uiting gaven aan opmerkingen welke, vroeger, onder vorm van parlementaire vragen waren voorgebracht, navraag gedaan omtrent het taalregiem waaraan het personeel der zeelieden en schippers, in dienst van de Kolonie of van de van haar afhangende Compagnieën, onderworpen was.

Het Departement, daarover ondervraagd, verklaarde daarop bezwaarlijk te kunnen antwoorden. En die verlegenheid is goed te begrijpen. De zeelieden, inderdaad, zijn zwarten. Naar het schijnt, zijn er slechts drie of vier Europeesche schippers onder hen.

Naast hen, zijn Europeesche mecaniciens, loodsen en zeeofficieren. Al dat volk is met kleine groepjes verspreid en verstrooid.

De mannen die dit vak uitoefenen kennen gewoonlijk meerdere talen. Het zijn mannen van de daad, die met hunne makkers of hunne ondergeschikten die taal bezigen, waarin zij weten begrepen te zullen worden. En iedereen vindt dit natuurlijk.

Wat er ook van zij, het Departement verklaart dienaangaande nooit klachten te hebben ontvangen.

II. — BUITENGEWONE BEGROOTING VAN CONGO.

De buitengewone begrooting lokt geen enkele bemerking uit. Onnoodig stil te blijven bij de fictieve uitgave en inkomst van 220,000,000 frank, welke enkel op de begrooting zijn gebracht om in haar rekeningen te doen voorkomen de rechten van de Kolonie, die overgedragen zijn van de voormalige Mijnregie op de Maatschappij der Goudmijnen van Kilo-Moto.

Het overschot van uitgaven, ongeveer 231,000,000 frank, en zijn dekking door middel van leeningen, blijken uit de toepassing van de vroeger goedgekeurde wetten van de productiefmaking der Kolonië.

III. — GEWONE EN BUITENGEWONE BEGROOTINGEN VAN RUANDA-URUNDI.

Uwe Commissie heeft het gedeelte onderzocht, dat betrekking heeft op Ruanda-Urundi, van het Verslag over de werkzaamheden van het negende zittingsjaar der Bestendige Commissie voor de mandaten.

Zij acht het nuttig hier de voornaamste gedeelten over te nemen :

Algemeene bemerkingen.

« »

» De Commissie heeft met belangstelling kennis genomen van het hoofdstuk, uit het zeer volledig en zeer belangrijk verslag dat handelt over het inlandsch leven, over de inlandsche politiek, over de mandataire macht en de betrekkingen tusschen dezer vertegenwoordigers en de stam-hoofden en sultanaten.

. »

Bijzondere bemerkingen.

« 1. *Arbeid*. — De Commissie heeft de inlichtingen getoetst welke, in het verslag, over den arbeid worden gegeven ».

» Zij stelt met voldoening vast dat men er aan hecht rechtstreeks door het
 » Beheer bezoldigde agenten tot chiefs te verheffen, hetgeen toelaat de tradition-
 » neele praestaties te verminderen of zelfs af te schaffen.

» 2. — *Handel in geestrijke dranken.* — De Commissie neemt er akte van
 » dat de mandataire macht de noodige beschikkingen heeft genomen om statis-
 » tieken te doen opmaken betreffende de in het gebied ingevoerde geestrijke
 » dranken.

» 3. — *Onderwijs.* — De Commissie zal met een bijzondere aandacht de
 » maatregelen nagaan welke de mandataire macht mocht nemen om de opleiding
 » van een grooter getal inlandsche onderwijzers te verzekeren.

» 4. *Openbare Financiën.* — De Commissie neemt akte van het aanbod van
 » wege den gevolmachtigden vertegenwoordiger om er voor te waken dat, in de
 » aanstaande verslagen, de onderscheidene begrootingsposten met meer klaar-
 » heid worden uiteengezet.

» De Commissie zou zich gelukkig achten te vernemen of de mandataire macht
 » de mogelijkheid heeft ingezien om aan het onder mandaat staande gebied een
 » deel toe te kennen van de winsten voortkomende van het slaan der munt
 » (munt van Belgisch Congo) in verhouding met de ter beschikking van Ruanda-
 » Urundi gestelde sommen.

» De Commissie heeft met belangstelling gehuisterd naar de verklaringen van
 » den gevolmachtigden vertegenwoordiger over de werking van de Tol-Unie inge-
 » richt tusschen het onder mandaat staande gebied en de Kolonië van Belgisch
 » Congo. Zij uit den wensch, in de aanstaande verslagen, de aanduiding te vinden
 » van het deel van het gezamenlijk inkomen der douanen, dat op het te goed is ge-
 » bracht van het onder mandaat staande gebied. »

Uwe Commissie sluit zich aan bij deze deugdelijke bemerkingen, zoowel waar
 deze lof bevatten van het Belgisch beheer, als van de aldaar uitgedrukte wenschen.

. . .

De gewone begrooting van Ruanda-Urundi heeft een tekort van 1 miljoen
 901,500 frank. De buitengewone begrooting wordt gestijfd door een vooraf-
 neming op de som van twintig millioen, welke noodzakelijk wordt geacht voor de
 volvoering van het programma tot productiefmaking der streek.

Men moet er zich niet aan verwachten dat, binnen een zeker getal jaren, het
 begrootingsevenwicht zal bereikt worden. De mandataire macht moet daarvoor
 zorgen.

De gewone inkomsten van het gebied zijn beperkt. Zij kunnen niet volstaan om
 de onderscheiden diensten te verzekeren betreffende het welzijn der inboorlingen
 (volksgezondheid, landbouw, onderwijs) en de uitbreidingen die door onze inter-
 nationale verplichtingen bevolen worden.

Men bemerkt geenszins in welk domein het beheer van dit gebied — voorals-
 nog — de vestiging van nieuwe hulpmiddelen zou kunnen ontwerpen. De land-
 bouwbedrijven van de Ruzizi-vallei bestaan nog alleen onder den vorm van
 ontwerpen, en de mijnontginningen onder den vorm van onderstellingen.

In afwachting, beschikt het mandaatgebied slechts over een enkelen aanzien-
 lijken rijkdom : zijn handarbeiders. Het is echter niet in dit gebied dat deze
 hulpbron zal kunnen aangewend worden en dat zij den rijkdom zal brengen.

Ongetwijfeld, zal Ruanda-Urundi uitwijkingsrechten heffen. Is het ook niet gerechtigd een gedeelte op te eischen van de winsten welke de benutting van deze handarbeiders aan het Gouvernement van Belgisch Congo zal opleveren oader den vorm van fiskale inkomsten en van deelneming in de baten der betrokken vennootschappen.

Dezelfde beschouwingen gelden voor de voorwaarden waarin België's leening aan Ruanda-Urundi werd bewilligd.

Uit hoofde van de voordeelen welke het mandaat-gebied aan Belgisch Congo zal verschaffen, zouden de voorwaarden van deze leening minder zwaar moeten gemaakt worden.

De door middel van de leening uitgevoerde werken zullen de productiefmaking van het gebied slechts binnen talrijke jaren mogelijk maken. Het ware dus billijk dat de annuïteiten welke den leeningslast vertegenwoordigen, slechts beginnen te loopen met ingang van den datum van de voltooiing der werken.

Wel is waar, zouden die vraagstukken aanleiding geven tot een verrekening tusschen de Congo-kolonie en België, mandataire macht over Ruanda-Urundi, tenware zij, beter nog, hun oplossing in een internationaal plan konden vinden.

* *

De Commissie van de Koloniën stelt aan de Kamer de gewone en buitengewone begrootingen van Belgisch Congo en van het Algemeen Vice-Gouvernement van Ruanda-Urundi voor het dienstjaar 1926, goed te keuren, zooals deze begrootingen voorgesteld zijn.

De Verslaggever,

JULES MATHIEU.

Voor den Voorzitter,

A. BRIART.

